



Déclaration FSU – CHSCT de l'AEFE du 3 avril 2019

Cette première réunion du CHSCT de l'AEFE consécutive aux élections professionnelles de décembre 2018 se tient dans **un contexte social et éducatif particulièrement tendu**.

La FSU souhaite redire ici son opposition au projet de réforme de la Fonction publique, notamment la suppression des CHSCT et la fin des Commissions paritaires telles qu'elles fonctionnent depuis 1946. Ce projet est une réponse inadaptée aux problèmes de la Fonction publique et ne fera qu'accentuer le mal-être des agents. C'est pourquoi la FSU en exige le retrait.

Dans l'Éducation nationale, la contestation est forte et les mobilisations se multiplient. Le projet de loi dit "pour une école de la confiance" et la réforme des lycées bouleverseront le fonctionnement du système éducatif et dégraderont les conditions de travail des personnels, sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation.

Concernant l'avenir de l'enseignement français à l'étranger, l'incertitude et l'anxiété règnent en l'attente des annonces sans cesse différées et font maintenant place à la colère. À l'Agence, les dégradations sont déjà visibles. Elles sont les conséquences de la sous-dotation structurelle de l'établissement public, à laquelle s'ajoute le plan d'économie mis en place suite aux annulations de crédits de l'été 2017 (33 millions €). Certaines propositions du rapport Cazebonne, préconisant pour les agents à l'étranger une précarisation accrue des positions administratives et faisant la part belle à une privatisation organisée, ne vont certes pas rassurer les personnels ! Nous rappelons notre ferme opposition au bornage des détachements à 6 ans qui oblige les personnels résidents à la mobilité : celle-ci doit rester un choix. La mobilité imposée existe déjà et se paye : ce sont les postes d'expatriés. De plus, au premier degré, plusieurs dizaines de refus de renouvellement de détachement de résidents ont été prononcés et de nombreux enseignant.es sont encore sans réponse. L'ensemble de ce processus déstabilise les personnels et leur famille, et fragilise les équipes et les établissements. Les syndicats de la FSU vous demandent une intervention au plus haut niveau afin que soient assurés les renouvellements de détachements des personnels résidents.

En centrale, les personnels sont tout autant préoccupés et affectés par cette politique où les moyens humains, déjà insuffisants, ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées.

Les syndicats de la FSU mettront tout en œuvre pour contrer ces projets néfastes qui cassent un modèle AEFE qui, malgré des imperfections, a démontré sa réussite.

C'est dans ce contexte d'incertitude et de menaces que les personnels se sont largement mobilisés et continueront si nécessaire de le faire. **M. le Directeur, nous vous alertons solennellement : il est grand temps de redonner à l'AEFE et à ses personnels les moyens d'accomplir leur mission au service de l'Éducation à l'étranger.**